



Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires

Marché public relatif à la conception, la mise en service, l'exploitation, la commercialisation et le maintien en conditions opérationnelles et de sécurité du Service Numérique Multimodal Titre Unique (SNMTU) pour les phases d'expérimentation et de passage à l'échelle du projet Titre Unique

RÉPONSES A DES QUESTIONS POSÉES PAR UNE ENTREPRISE

Question n° 30 :

T02 permet la distribution de mbillets au format NFC. Est-il attendu ou préféré que ces billets soient conformes aux normes Calypso ?

Réponse n° 30 :

L'émulation d'un titre au format NFC est attendue dans un format conforme à la norme Intercode partie 6.

Le soumissionnaire peut proposer en sus une conformité aux standards Calypso, il précisera alors dans son offre les bénéfices qui en résulteraient en matière de sécurité ou de facilité de déploiement dans les territoires pilotes.

Question n° 31 :

Pour maximiser notre productivité et réduire le temps de mise sur le marché, nous allons utiliser les technologies d'hébergement en cloud que nous employons déjà pour notre propre produit. Cela pourrait donc restreindre vos options d'hébergement au moment de la migration. Dans quelle mesure cela pourrait-il vous affecter ?

Réponse n° 31 :

L'hébergement sera contractualisé par la DGITM en s'appuyant sur un marché de cloud public. Le soumissionnaire est invité à vérifier la compatibilité des offres d'hébergement disponibles dans des marchés de cloud public (notamment via la centrale d'achat UGAP ou équivalent) avec les technologies qu'il envisage et de détailler ce point dans son offre. Le Titulaire devra fournir tous les éléments nécessaires à la bonne contractualisation de cet hébergement par la DGITM. En cas de difficulté, le marché prévoit la possibilité de maintenir temporairement l'hébergement par le Titulaire au travers de bons de commande.

Question n° 32:

L'enregistrement en tant que PSP (ou agent d'un PSP) est-il une obligation ou est-il possible que le soumissionnaire confirme seulement qu'il respecte toutes les réglementations pertinentes en matière de paiement ?

Réponse n° 32 :

L'enregistrement en tant que PSP est une obligation dont le candidat retenu pourra justifier après attribution du marché. Dans le cadre de son offre, il s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation applicable, notamment en matière de paiement.

Question n° 33:

À quel moment du contrat la DGITM attend-elle du fournisseur qu'il migre la solution dans l'environnement d'hébergement choisi par la DGITM ? À la fin du contrat de quatre ans, ou à la fin de la phase 1 et de la phase 2 ?

Réponse n° 33 :

La migration dans l'environnement d'hébergement doit avoir lieu au plus tard pour la vérification d'aptitude de la phase 2. Le Titulaire est libre de proposer une mise en oeuvre anticipée, sous réserve de fournir les éléments nécessaires à cette anticipation pour la commande par la DGITM des prestations relatives à cet hébergement.

Question n° 34:

Au point 5.2.09 du CCTP, il est fait mention d'"actions de communication pour promouvoir le service TU". Les actions de communication sont-elles limitées aux utilisateurs existants de l'application (ou du site web), ou attend-on du titulaire du contrat qu'il fasse du marketing en dehors de l'application, par exemple pour faire connaître la solution ?

Réponse n° 34 :

Dans la tranche ferme, il est demandé au titulaire de diffuser les actions de communication à destination des utilisateurs des médias Titre Unique ou de toute personne qui aurait à minima téléchargé l'application. La DGITM transmettra des messages et visuels sources que le titulaire se chargera de mettre aux formats et de diffuser via les différents canaux dont il a la charge : écrans de l'app, notification, campagne de mailing, bannières web... (canaux choisis selon leur pertinence en fonction des messages et en collaboration avec la DGITM). Les actions marketing à destination des "non utilisateurs" ne sont pas dans le périmètre du titulaire.

Question n° 35:

Dans quelle mesure un fournisseur serait-il pénalisé pour l'utilisation de technologies non listées comme préférées (par exemple .Net plutôt que Java) ?

Réponse n° 35:

Le choix des langages et framework est à proposer par le Soumissionnaire. Tel que précisé au CCTP §04.9.08, "il n'est pas imposé dans le cahier des charges de langage spécifique (c#, java, php, ...) ni de framework (plateforme Java, .Net, Symfony...) [...] Environnement front office / web [...] L'intégralité des sites web devant être accessible par l'ensemble des périphériques mobiles et des clients web, les technologies suivantes sont proscrites : Adobe Flash, Silverlight, ActiveX, Applet Java."

Question n° 36:

Sur la base de la documentation fournie, nous supposons que les composants fonctionnels de la zone 1 doivent être rendus open source au cours des six derniers mois du contrat de quatre ans, avant la migration et le transfert de la solution. Veuillez confirmer que notre compréhension est correcte.

Réponse n° 36 :

Cf. réponse question 23

Question n° 37 :

La DGITM a-t-elle défini comment les billets TER seraient vendus et réglés pendant la phase MVP ? Dans l'affirmative, veuillez confirmer l'emplacement des exigences. Si cela ne figure pas dans la documentation, veuillez partager toute information disponible. Par exemple, les billets TER seront-ils vendus par l'intermédiaire de TU et réglés après la vente avec la SNCF par l'intermédiaire de la chambre de compensation ou les billets TER seront-ils vendus par l'intermédiaire d'appels aux API de la SNCF (par exemple PAO) ?

Réponse n° 37 :

Dans le cadre du MVP de la tranche ferme, le TER est accessible uniquement avec l'offre de mobilité post-payée TU. Cette utilisation est faite à partir d'un référentiel tarifaire importé par le Titulaire, qui reconstitue les trajets effectués et les valorise en fonction de ce référentiel tarifaire. Le reversement de recettes auprès de la SNCF s'effectue avec la chambre de reversement des recettes mise en oeuvre par le Titulaire, sur la base de rapports fournis par le Titulaire.

La distribution de titres prépayés TER n'est pas incluse dans le périmètre de la tranche ferme et pourra faire l'objet de bons de commande. Les modalités techniques seront précisées à ce moment-là par la DGITM dans son expression de besoins.

Question n° 38 :

Est-il prévu que les billets TER soient vendus en postpaiement, sur une base PAYG, ainsi qu'en prépaiement ?

Réponse n° 38 :

Cf réponse 37

Question n° 39 :

Quelles sont les actions de communication prévues par la puissance publique pour accompagner le lancement et l'utilisation du Titre Unique ? Faut-il prévoir certaines actions dans notre périmètre ?

Réponse n° 39 :

Cf réponse 34